

La nuit où les Européens ont évité le " Grexit "

Il a fallu seize heures aux pays de la zone euro, le 13 juillet, pour parvenir à un accord. En arbitres du duel Tsipras-Merkel, le président du Conseil européen et le président français. Leur allié : l'épuisement

L'ESSENTIEL

Les réformes imposées

L'eurozone accepte de discuter d'une nouvelle aide (entre 82 et 86 milliards d'euros) à la Grèce, à condition qu'Athènes fasse voter un premier train de lois le 15 juillet (TVA, pensions, etc.), puis un autre le 22 juillet (nouveau code de procédure civile...) et s'engage à mettre sur les rails d'autres réformes (clause zéro déficit pour son régime de retraites, libéralisation du marché du lait, des pharmacies, ouverture des magasins le dimanche...).

Les privatisations exigées

Athènes doit aussi accepter qu'un fonds de privatisation " monétise " les " actifs de valeur " grecs à hauteur de 50 milliards d'euros, dont une moitié devra aller à la recapitalisation des banques grecques.

C'est aux alentours de 7 heures du matin, lundi 13 juillet, que la zone euro est passée à deux doigts du " Grexit " : une éviction de la Grèce de l'union économique et monétaire. Sans aucun doute le plus grave accident politique de son histoire. Après quatorze heures de négociations non-stop, Alexis Tsipras, le premier ministre grec, est épuisé. Idem pour la chancelière allemande Angela Merkel. Les deux sont tout près de rompre les discussions.

M. Tsipras, lui, a déjà perdu. Il a cédé sur à peu près tout : toutes les réformes que Mme Merkel et les dix-sept autres dirigeants de la zone euro exigeaient en échange de l'ouverture des négociations sur un troisième plan d'aide à la Grèce. Mais il se bat encore, et insiste pour que 15 milliards d'euros issus des privatisations soient spécifiquement consacrés à des investissements dans son pays. La chancelière allemande campe sur 10 milliards d'euros. Le compromis n'est pas loin, à 12,5 milliards d'euros. Mais il semble hors d'atteinte. Donald Tusk, le président polonais du Conseil européen, et François Hollande, le président français, les retiennent autour de la table. " *Si vous ne terminez pas cette négociation, je suis prêt à dire publiquement que l'Europe est au bord de la catastrophe pour 2,5 milliards d'euros* ", lance M. Tusk.

Il faudra deux heures de palabres supplémentaires pour qu'à 9 heures soit annoncé un accord : dans le paquet, environ 80 milliards d'euros d'aide pour Athènes, en plus des 240 milliards déjà prêtés depuis 2010. Mais en échange, une liste de réformes impressionnante, voire irréaliste, pour un pays dévasté par cinq ans d'austérité. *Le Monde* a reconstitué le déroulé de cette nuit de tous les dangers, entre coups de pression, âpres marchandages et épuisement, au terme de laquelle les responsables européens sont – provisoirement – parvenus à conjurer leurs démons.

Grenade dégoupillée

Lorsque le sommet de la zone euro commence, vers 17 heures, dimanche 12 juillet, au 8e étage du massif bâtiment du Conseil européen, les nerfs des participants sont déjà à vif. L'Eurogroupe, la réunion des ministres des finances, vient à peine de s'achever et le document que ces grands argentiers ont transmis à leurs dirigeants est une grenade dégoupillée. On y trouve, *in extenso*, les exigences du ministre allemand des finances Wolfgang Schäuble, un " pro-Grexit " décomplexé : il demande la création d'un fonds de privatisations des actifs grecs, censé rapporter 50 milliards d'euros. Et surtout, il suggère que si Athènes ne se pliait pas aux demandes, un *time out* soit envisagé. En clair, une sortie temporaire de la zone euro.

Juste avant la réunion, un premier échange bilatéral a lieu entre François Hollande et Angela Merkel. Le président français l'a compris : la question du fonds de privatisations sera le point central des négociations. Il l'a confié à ses

collaborateurs, le matin même : *" C'est ça que Merkel va vouloir obtenir. "* La chancelière savait qu'elle va devoir recueillir l'aval du Bundestag sur un plan d'aide bien plus important que prévu, et qu'elle doit donc revenir à Berlin avec une victoire symbolique. Un rapide échange entre M. Hollande et M. Tsipras, dans la foulée, confirme la tendance. Le fonds sera le point dur des négociations. Pour le premier ministre grec, *l'" exigence allemande est inacceptable "*. Le président français tente, déjà, de rassurer le jeune leader : *" On va discuter. Je vais intervenir. "*

Certes, assez rapidement, lors de cette première " plénière " à dix-neuf chefs d'Etat et de gouvernement (il y en aura trois en tout durant cette interminable nuit), le scénario d'un " Grexit " est écarté. *" Parce qu'il y avait Hollande dans la salle, et qu'il avait clairement signifié qu'il était absolument contre "*, selon un proche des discussions. M. Tsipras, lui aussi, s'est fait sa religion : il veut un accord, éviter à tout prix le " Grexit " et un effondrement des banques hellènes. La discussion s'engage donc sur les exigences à réclamer d'Athènes en échange de l'aide. Mais chaque dirigeant de la zone euro a sa logique politique nationale, et celles-ci pèsent d'entrée de jeu très lourd.

Le camp des faucons

" On sent bien, autour de la table, que beaucoup de pays insistent pour que des conditions strictes soient exigées en échange de nouveaux prêts, et que ce sera difficile dans leur Parlement respectif ", explique un participant. Dans le camp des faucons, l'Allemagne, bien sûr, les pays baltes, la Slovénie, la Slovaquie... Mais le plus hostile est le premier ministre néerlandais, Mark Rutte, qui insiste pour remettre en question toutes les décisions budgétaires prises par le gouvernement grec ces derniers mois. Vif agacement de Matteo Renzi, le président du conseil italien : *" On ne va quand même pas discuter du fait de savoir si la télévision publique grecque doit être fermée ou pas - rouverte en juin par M. Tsipras - ! "*

Il est 22 heures et le blocage guette déjà. Interruption de séance, une première réunion quadripartite Tsipras-Hollande-Merkel-Tusk s'organise. Le nouveau ministre des finances grec, Euclide Tsakalotos, est convié. *" Il est dur en négociations, peut-être plus que son prédécesseur Yanis Varoufakis, mais c'est un pragmatique, il a été très utile "*, témoigne un participant. Au menu de cet aparté, le rythme et le calendrier des réformes exigées des Grecs, la possibilité de revenir en arrière sur celles déjà effectuées par M. Tsipras, la question du fonds, et le rôle du Fonds monétaire international (FMI) dans le troisième plan d'aide à la Grèce. Un gage de crédibilité pour les autres dirigeants, mais un autre *casus belli* pour les Grecs, gravement touchés dans leur souveraineté.

La deuxième plénière reprend, consacrée à une première tentative de rédaction de l'accord final. Mais cela coince ferme sur le fonds et la participation du FMI, un deuxième " break " dans un format " quatre plus Euclide Tsakalotos " est donc reconvoqué par M. Tusk. A 4 heures du matin, François Hollande tente d'aplanir l'obstacle FMI : *" Il est déjà là - présent dans le deuxième plan d'aide - , et il n'est pas le plus négatif "*, plaide-t-il. Réplique de M. Tsipras : *" J'ai tout de même présenté un programme politique basé sur le fait que le FMI ne devait plus être là ! "*

La négociation s'éternise, entrecoupée de longues pauses pendant lesquelles les dirigeants consultent ministres et conseillers ou s'accordent un bref repos. Le président français, qui a pris l'habitude de faire quelques pas à l'étage pour se dégourdir les jambes, passe devant la chancellerie assoupie le temps d'une microsieste, puis devant l'équipe italienne, qui partage une pizza... Quoi qu'ils affirment, d'autres leaders ont, pendant ce temps, pu piquer un somme dans les chambres privées, avec sofas, que possède chaque délégation. En début de soirée, Charles Michel, le chef du gouvernement belge, s'était même fait commander des frites et des fricandelles, des boulettes de viande...

Lors de la troisième plénière, autour de 5 heures, *" j'ai pensé qu'on tenait le compromis. Tsipras avait passé des coups de fil au président grec, à différents chefs de parti, raconte encore ce participant. Mais il a fait une déclaration très claire : j'ai deux problèmes. Je ne veux pas du FMI. Et je n'accepte pas la perte de souveraineté sur le fonds de privatisation de 50 milliards. " " Si je signe ça, pas la peine que je prenne un avion pour rentrer en Grèce. On me considérera comme un traître "*, aurait-il ajouté, selon les médias grecs.

Un premier compromis est trouvé : le fonds ne sera pas localisé au Luxembourg, comme exigé initialement, mais à Athènes. Puis un deuxième : M. Hollande et M. Renzi sont prêts à soutenir la demande grecque pour qu'une partie des milliards du fonds aille à de l'investissement en Grèce. Mais Mme Merkel refuse. C'est reparti pour une troisième pause... C'est alors que le " Grexit " menace de nouveau. La tension et l'épuisement exacerbent ce sentiment *" chez Merkel et Tsipras qu'ils sont tous les deux perdants "*, raconte un participant. Ironie de l'histoire : ces 50 milliards sont totalement virtuels. Tout le monde sait, autour de la table, qu'il faudrait vendre le Parthénon et l'Acropole, plus quelques îles, pour parvenir à un tel montant...

Vers 8 heures, M. Hollande et Mme Merkel ont la surprise de voir le premier ministre grec revenir avec deux conseillers d'origine asiatique, en réalité, deux Américains représentants de la banque conseil de la Grèce... Et *" avec un texte très compliqué, mais très intelligent "*, selon un observateur : *" Sur les 50 milliards, la moitié servira à rembourser les prêts destinés à la recapitalisation des banques grecques, le reste se répartira entre croissance et la réduction de la dette. "* Méfiante, la chancellerie va examiner la proposition dans les moindres détails...

Salve d'applaudissements

C'est un SMS de Mark Rutte sur le mobile de Donald Tusk qui signale que, oui, le deal est aussi acceptable pour les autres participants. Très vite, la veille au soir, le Polonais avait identifié le libéral néerlandais comme le leader officieux du camp des faucons. Cette nuit-là, M. Rutte, qui fut convié lors de la deuxième interruption, fut, selon un diplomate européen, *" plus dur que Merkel mais, heureusement, avec moins de pouvoir "*. Le Néerlandais s'est toutefois convaincu qu'un " Grexit " aurait eu des conséquences plus dommageables qu'un nouveau plan d'aide. Quitte à ravalier l'une de ses promesses électorales : en 2012, il affirmait qu'un nouveau prêt à Athènes était exclu s'il était réélu...

La nuit la plus longue de l'histoire de la zone euro touche à sa fin. A 8 h 45, le

conseil peut reprendre et constater l'accord. A bout, les dirigeants s'offrent une salve d'applaudissements. Alexis Tsipras, lui, " *n'a pas sauté de joie* ", rapporte un participant. François Hollande va se raser, puis sacrifie à la traditionnelle conférence de presse devant des journalistes hagards. Avant de quitter le conseil, il croise une dernière fois M. Tsipras, qui n'ignore rien de ce qui l'attend : " *Ça va être difficile...* "

Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, (Bruxelles, bureau européen), et David Revault d'Allonnes